Économie française : alarme à fond et rouge profond

26/09/2014 à 9h00

La fin de l'année 2014 sera marquée par un sérieux risque d'implosion ce qui ne manquera pas de provoquer un conflit sociétal humain d'une violence extrême.



La croissance de la France est égale à zéro depuis sept ans et on constate une décroissance continue des gains de productivité depuis une quinzaine d'années. Le discours politique admet la crise et nous promet cependant un changement, voire une inversion des courbes pour un retour

prometteur à la normale.

Le Président Hollande a confirmé cette tendance le mardi 9 septembre. En quoi est-il réaliste de penser qu'une situation qui dure depuis une quinzaine d'années serait une anomalie ? N'est-ce pas plutôt une réalité ?

> ***La vérité est que le rythme du progrès technique a ralenti entraînant un ralentissement du rythme des gains de productivité qui entraîne alors le ralentissement du potentiel de croissance de la France. Nos prévisions économiques s'appuyaient sur une prévision de croissance de 1,6 %, la vraie valeur était 0,4 % ou plus basse. Si mon raisonnement est exact, cela signifie qu'il nous faut repenser les équilibres futurs de la protection sociale, l'évolution des régimes de santé. Il nous faudra concevoir autrement les gains de pouvoir d'achat envisageables.***

Moins de gains de productivité

Il nous faut tout réinventer. Pour simplifier, la définition du gain de productivité correspond à produire plus efficacement avec une meilleure qualification et une machine plus performante, soit produire plus avec moins de travail et moins de capital. La France est très mal placée dans ce défi. Sans une relance concrète de son économie, la France se trouve dans un grave état de stagnation.

> ***Les dirigeants politiques devront savoir expliquer aux Français qu'ils vont avoir à s'habituer à recevoir moins de gains de productivité, s'habituer à une croissance moindre et donc connaître la stagnation des niveaux de vie futurs.***

Je mesure mes mots quand je déclare que l'impact de la croissance zéro sur la dette de la France aura pour effet de diviser de moitié l'enrichissement global annoncé par les dirigeants du pays. Les conséquences seront dramatiques.

Il nous faut prendre conscience que la dérive naturelle des dépenses de la protection sociale correspond à 1 point du PIB. Cela signifie que la croissance future sera engloutie par les dépenses de protection sociale. La France a opté pour une politique de soutien de la demande, mais la réalité est qu'elle n'aura rien à redistribuer en pouvoir d'achat.

C'est toute la politique économique qu'il faut remettre en cause et la plus touchée est la politique de protection sociale, de santé, de retraite si on ne peut pas passer à une politique de soutien de l'offre. Cela veut dire que la dernière réforme des retraites qui a été conçue sur des hypothèses de croissance à 1,6 % est à revoir complètement et en extrême urgence. Qui en aura le courage ?

Finances publiques dans le rouge

Une grande cassure économique française arrive. Son origine n'est pas d'ordre économique, mais bien provoqué par l'incapacité des dirigeants politiques à repenser les institutions et l'organisation économique et administrative.

> ***Les finances publiques sont dans le rouge. La plongée de la croissance simplifie les calculs : la moitié des gains de la croissance est dédiée à la protection sociale. Si la croissance diminue comme cela est prévu à 0,4 % on a le choix de maintenir le taux des dépenses sociales au taux actuel ce qui aura pour conséquence d'accroître et de faire exploser les déficits. Dans cette situation, la France ne pourra jamais résorber son déficit et mon estimation est que la dette doublera en 25 ans.***

Il existe une règle de base en économie qui explique qu'on ne sait pas gérer démocratiquement à moyen et court terme un pays sans croissance. La croissance est le moteur fondamental qui permet de supporter l'état social d'une nation. Notre situation annonce une nouvelle hausse des impôts en France malgré la limite supérieure de la courbe d'impôts déjà

atteinte, c'est-à-dire la limite où le rendement est décroissant.

> ***En ce mois de septembre 2 014, la France est devant un choix de civilisation. Le choix est le suivant : les Français acceptent de renoncer à une augmentation de leur pouvoir d'achat individuel pour redistribuer à la dépense collective (santé, protection sociale…) ou les Français refusent et les dirigeants continueront à motiver les citoyens en soutenant les augmentations de salaire. Dans ce cas, il faudra remettre en cause les grandes dépenses collectives.***

Pas de réduction des déficits

Les projections pour la fin de l'année en terme de croissance économique et de déficit sont très pessimistes. Non seulement il n'y aura pas de réduction significative du déficit, mais la France ne sera pas loin du déficit de l'année dernière. Soit une année pour rien. 2 015 s'engagera avec un acquis de croissance faible et le défi à relever en terme d'économie visée sera non seulement considérable, mais dramatiquement infaisable.

La certitude est qu'il y aura davantage d'économies et moins de réductions de déficit que prévu. L'insuffisance de la demande agrégée au niveau européen fait prendre conscience aux gouvernements européens et plus particulièrement au gouvernement français de l'immense gravité de la situation.

La fin d'année 2014 sera dramatique pour la France, car de la crise sociale brûlante qui s'échafaude en ce moment naîtra une crise institutionnelle qui pousse à lancer un véritable cri d'alarme. Depuis 40 ans la France expérimente la même politique qui se résume à faire de la relance par la demande, mais cette politique creuse le déficit, augmente les impôts, concentre surtout les augmentations de l'impôt sur les entreprises accélérant la dégradation de la compétitivité donc de l'investissement et de l'emploi.

La situation est extrêmement grave. Le risque réel d’implosion fin 2014 du système économique français est sérieux. L’implosion annoncée pourrait entraîner un conflit sociétal humain source de violences physiques dans les zones urbaines où résident les Français aux ressources faibles et les classes moyennes inférieures.

> ***Le danger est réel. Le danger est imminent. Les indicateurs sont dans le rouge. L’alarme s’est déclenchée. La fin de l’année 2 014 pourrait vraisemblablement être la fin d’une période économique et institutionnelle.***

Les Echos